

Croissance

De nouveaux moteurs en activité

Quoiqu'en méforme, l'or noir continue de porter le développement de l'économie gabonaise. Mais il n'est plus le seul dans cette position.

« Gouverner c'est prévoir », comme aime à le rappeler le chef de l'Etat gabonais, Ali Bongo Ondimba. Et l'analyse de l'évolution de l'économie gabonaise montre bien qu'il a fait sien cet avertissement. Lorsqu'il accède au pouvoir en 2009, l'économie gabonaise présente la physionomie d'un monstre : une tête minuscule, un ventre proéminent, des membres squelettiques. En 2010, le secteur pétrolier pèse 45% du produit intérieur brut (PIB), estimé alors à 7111 milliards de francs CFA. Le secteur tertiaire, les services, représentent 39% de ce PIB ; le secteur industriel 9% ; le secteur minier 3% ; l'agriculture, la pêche, l'élevage, la forêt et le bois (Gabon vert), 4%.

Ali Bongo a tôt fait de comprendre qu'une économie aussi unijambiste (son pidéisme n'étant qu'apparent, puisque les performances du secteur tertiaire, notables certes, demeureraient tributaires de celles du secteur pétrolier) ne garantissait aucune quiétude d'autant que les cours mondiaux de l'or noir, qui constituait alors l'unique jambe de cette



économie, échappaient totalement à son contrôle. De plus, depuis plusieurs années, la production nationale de pétrole n'a guère cessé de chuter. Et les investissements dans l'exploration de l'offshore n'étaient pas conséquents.

Le chef de l'Etat comprend dès lors que le pays devra, à terme, se passer du pétrole et qu'il est urgent d'anticiper cette mutation, en engageant des réformes structurelles nécessaires au démarrage d'autres moteurs de la croissance. La séquence d'investissement qui va suivre va

très rapidement porter ses premiers fruits. L'observation de la structure du PIB du pays qui, en 2015, a cru de 19% pour s'établir à 8447 milliards FCFA, est assez édifiante à cet égard : le secteur pétrolier a décliné de 44%, tombant à 24% du PIB ; le secteur tertiaire, porté par de nouvelles filières de croissance, a réalisé des performances inverses, progressant de 44% pour s'établir à 53% du pays, devenant au passage le premier poste de revenus du pays, en déclassant le secteur pétrolier ; le secteur indus-



triel, le plus dynamique de tous, est passé de 9% en 2010 à 16% du PIB en 2015, soit une appréciation de 84% ; légère progression aussi du Gabon vert à 5% du PIB.

Le Gabon a donc trouvé de nouveaux moteurs de sa croissance. Mais il faut, comme l'assure Ali Bongo lui-même, aller plus loin. Il faut chercher à optimiser les performances de certaines filières qui sont en sous régime.

Le cas par exemple de l'agriculture. Les surfaces cultivées ont certes été multipliées par cinq, passant de

16712 ha à 85463 ha, mais ce secteur est encore loin d'apporter toute sa contribution au PIB du pays. Le cas aussi secteur numérique, qui libèrera de formidables opportunités pour l'économie du pays, dès que son exploitation sera optimisée. Le cas aussi du secteur industriel qui, si la tendance actuelle se précise et se renforce, devrait continuer de doper la croissance nationale en créant plus de chaîne de valeur et en la rendant plus inclusive notamment à travers l'emploi. ■